

NUMERO 3
JUIN 1979

VOLUME
N° 105

Revue française de science politique

ALAIN ROUQUIE

LE CAMARADE ET LE COMMANDANT

MARIE-CLAIRE BERGÈRE

LA POLITIQUE DES MINORITÉS
NATIONALES EN CHINE

MICHEL CALLON

L'ÉTAT FACE A L'INNOVATION TECHNIQUE

PHILIPPE GARRAUD

POLITIQUE ÉLECTRO-NUCLÉAIRE ET MOBILISATION

ETIENNE CRIQUI

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DES
17 ET 24 SEPTEMBRE 1978
DANS LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

NUMERO 3
JUN 1979

VOLUME 24
N° 103/257

Revue française de science politique

ALAIN ROUQUIÉ

LE CAMARADE ET LE COMMANDANT

MARIE-CLAIRE BERGÈRE

LA POLITIQUE DES MINORITÉS
NATIONALES EN CHINE

MICHEL CALLON

L'ÉTAT FACE A L'INNOVATION TECHNIQUE

PHILIPPE GARRAUD

POLITIQUE ÉLECTRO-NUCLÉAIRE ET MOBILISATION

ETIENNE CRIQUI

L'ÉLECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DES
17 ET 24 SEPTEMBRE 1978
DANS LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

L'INFLUENCE DU MODÈLE SOVIÉTIQUE SUR LA POLITIQUE DES MINORITÉS NATIONALES EN CHINE

Le cas du Sinkiang (1949-1962)*

MARIE-CLAIRE BERGÈRE

L'EXPÉRIENCE chinoise est double. Pays semi-colonial, la Chine a été au début des années 1920 un lieu d'expérimentation des théories de la Troisième Internationale sur la nécessité de renforcer la lutte des classes par le combat d'émancipation nationale. Pays colonisateur, elle a dû, après 1949, intégrer à sa révolution de vastes confins peuplés d'ethnies étrangères. D'un point de vue idéologique, ces deux aspects de l'expérience chinoise ne sont pas étrangers l'un à l'autre. La théorie du « Front uni » — alliance temporaire de toutes les forces patriotiques et démocratiques — fonde la stratégie des premières luttes révolutionnaires de 1924-1927 comme elle sous-tend la politique des nationalités de 1949 à 1957. Entre-temps, cependant, la position du Parti communiste chinois (PCC) s'est radicalement transformée et le concept du Front uni a changé de contenu : il a cessé d'être la béquille de la révolution pour devenir un instrument de gouvernement. Si l'on veut étudier l'influence du modèle soviétique sur l'expérience chinoise, mieux vaut cependant se tourner vers la période postérieure à 1949 lorsque le PCC, ayant finalement assuré par ses voies propres le succès de la révolution, s'appuie sur le précédent soviétique pour affronter une tâche nouvelle : la gestion et la modernisation d'un immense pays.

* Cet article a été présenté au colloque du Centre d'études russes et soviétiques, Institut national des langues et civilisations orientales, *L'expérience soviétique et le problème national dans le monde*, qui s'est tenu à Paris les 6, 7 et 8 décembre 1978.

La politique des minorités nationales en Chine

En Chine, comme en URSS, la politique des nationalités résulte d'un compromis entre la doctrine et la réalité¹. Dans les deux cas, la doctrine — le marxisme-léninisme — est la même ; mais la réalité est différente. Si nous avons choisi d'étudier plus particulièrement le Sinkiang, c'est parce que la similitude de part et d'autre de la frontière, du cadre géographique — steppes et montagnes —, des ethnies (Kazakhs, Kirghiz, Ouigours) et des formes originelles d'organisation économique et sociale (nomadisme pastoral, agriculture d'oasis) permet de concentrer l'attention sur la divergence des héritages historiques et politiques. C'est aussi parce que la proximité de l'URSS assure un rayonnement direct du modèle soviétique parmi les populations locales. Dans un premier temps (1949-1957), le modèle soviétique est adapté aux réalités chinoises, avec sans doute plus de souplesse et plus de succès dans les affaires de minorités nationales que dans le domaine économique. La réorientation générale de la ligne chinoise à partir de 1957 se répercute naturellement sur la politique des minorités qui revêt alors un caractère plus radical, les Chinois s'efforçant désormais d'adapter les réalités à la doctrine, jusqu'à ce que l'émigration massive des Kazakhs vers l'URSS (1962) les ramène à des méthodes plus pragmatiques mais non toutefois au modèle soviétique.

L'évolution de la politique des minorités suit donc les oscillations générales de la vie politique chinoise. Mais ces oscillations ne peuvent masquer la permanence de l'objectif final : la sinisation du Sinkiang. Inspirées l'une et l'autre par un marxisme-léninisme qui n'accorde au nationalisme qu'une importance transitoire, la Chine et l'URSS se dressent l'une contre l'autre aux frontières du Sinkiang en un conflit qui renouvelle les données (mais continue la tradition) des grands affrontements impérialistes du XIX^e siècle en Asie centrale. Elles semblent accomplir la prédiction du marxiste autrichien Otto Bauer qui, dès 1907, estimait qu'une expérience analogue vécue par des peuples différents accentuerait leurs divergences et que « le triomphe du socialisme provoquerait une différenciation croissante entre les nations, une expression plus tranchée de leur spécificité »².

1. Pour l'expérience soviétique, cf. Carrère d'Encausse (H.), *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978.

2. Bauer (O.), *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, 1907, cité ici d'après Pipes (Richard), *The formation of the Soviet Union : Communism and Nationalism 1917-1923*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1954, p. 26.

Le modèle soviétique

« La question nationale est le plus dialectique de tous les problèmes » écrivait Staline³. Cette complexité explique sans doute l'ambiguïté de ce que l'on hésite à appeler le modèle soviétique. Ce concept de modèle renvoie en effet, d'une part, à une doctrine esquissée par Marx et élaborée par Lénine et Staline entre 1913 et 1924 et, d'autre part, au précédent historique que représente la politique des nationalités appliquée en URSS après la Révolution d'octobre. La théorie comme la pratique ont varié selon les circonstances et se sont contredites l'une l'autre.

Marx et Engels n'ont accordé que peu d'importance aux problèmes des minorités nationales et peu de sympathie à un nationalisme susceptible de freiner le développement de la lutte des classes et appelé à disparaître avec le triomphe du socialisme sur le capitalisme. De cette intransigeance doctrinaire maintenue par Rosa Luxemburg et, en Russie même, par certains marxistes de gauche (tel le Géorgien Makharadzé, jusqu'en 1922), on retrouve un écho chez les radicaux chinois du Grand bond en avant qui affirment sans plus d'embarras « le problème des minorités est dans son essence... un problème de classe »⁴. Lénine cependant, bien qu'attaché au principe (« les sociaux-démocrates ont pour tâche fondamentale d'aider à l'autodétermination non des peuples ni des nations, mais du prolétariat de chaque nation »)⁵, perçoit très

3. Cité par Chang Chih-i, « Chung-kuo ko-ming ti min-tsu wen-t'i ho min-tsu cheng-ts'e chiang-hua - t'i-kang » (Discussion sur la question nationale et sur la politique des nationalités dans la révolution chinoise : projet), étude présentée dans : Moseley (G.), traducteur et éditeur, *The party and the national question in China*, Cambridge (Mass.), MIT, 1966 (ci-après : Chang Chih-i, art. cit.), p. 158. Chang Chih-i a fait partie de la petite équipe de communistes chinois appelés par Sheng Shih-ts'ai au Sinkiang à la fin des années 1930. Vétéran de la guerre de résistance antijaponaise, il occupe à partir de 1949 divers postes dans l'administration de la région centre-sud. En 1952 il est nommé vice-président de la Commission (gouvernementale) des affaires des nationalités ; en 1954 il devient vice-président du Comité des nationalités du Congrès national populaire et, en avril 1955, vice-directeur du département du Front uni du comité central du PCC. Il a fait paraître de nombreux articles sur le problème des nationalités dont celui qu'a traduit G. Moseley.

4. Wang Feng, « Grande victoire dans notre politique des nationalités » *Jen-min Jih-pao* (Quotidien du Peuple) (ci-après *JMJP*) 27 sept. 1959 (trad. anglaise dans : Bowie (R.) et Fairbank (John K.), eds., *Communist China 1955-1959 : policy documents with analysis*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1959, pp. 562-571. Originaire du Shensi, Wang Feng a fait presque toute sa carrière dans le Nord-Ouest comme spécialiste des problèmes de minorités nationales. Il est devenu membre suppléant du comité central en 1958, premier secrétaire du PCC dans le Kansu en 1961. Il a été écarté pendant la révolution culturelle. Il vient de remplacer Saifudin comme premier secrétaire du Sinkiang (hiver 1977-1978).

5. Cité d'après Pipes (R.), *op. cit.*, p. 36. Sur l'évolution de la pensée de Lénine concernant la question nationale, *ibid.*, pp. 34-49.

vite l'aide que peuvent apporter les mouvements d'émancipation nationale à la lutte révolutionnaire. Après avoir chargé Staline de réfuter dans *Le marxisme et la question nationale* (1913) les théories des marxistes autrichiens sur l'autonomie culturelle, Lénine travaille à préciser le principe d'« autodétermination politique » inscrit depuis leur second congrès (1903) au programme des sociaux-démocrates. En offrant aux minorités nationales le droit de se séparer pour créer un gouvernement indépendant et en leur refusant la possibilité d'obtenir à l'intérieur de l'Etat un quelconque traitement préférentiel, Lénine cherche à mobiliser les nationalités opprimées, à favoriser par la suite la formation de quelques Etats-nations, et surtout à accélérer l'assimilation des minorités moins importantes.

Les événements de 1917 démontrent l'efficacité politique du slogan de l'autodétermination. Ils obligent aussi Lénine à réviser ses théories. Pour remédier à la désintégration de l'Empire russe, éclaté en ses diverses composantes nationales, Lénine se rallie lors du 8^e congrès du Parti (1919) au fédéralisme, conçu alors comme principe non point de décentralisation, mais de regroupement. Sous l'impulsion de Staline, le Commissariat aux nationalités (Narkomnats) donne de ce fédéralisme une interprétation unitaire et centralisatrice et le processus d'intégration, amorcé en 1920, aboutit en 1924 à l'établissement de l'URSS.

Comme l'observe Chang Chih-i, attentif à souligner l'opportunisme de Lénine pour justifier celui du PCC, « la notion d'autodétermination nationale ne peut s'expliquer en termes théoriques ; elle s'éclaire par l'analyse de l'expérience historique du mouvement des nationalités dans l'un et l'autre pays (Russie et Chine) »⁶. Le précédent historique est donc partie intégrante du modèle. « L'expérience de l'Union soviétique » est invoquée en exemple⁷. Il ne saurait évidemment être ici question de la résumer. Qu'on nous permette simplement quelques brefs rappels, concernant plus particulièrement l'évolution des populations turco-musulmanes des steppes d'Asie centrale que la géographie, la communauté des origines ethniques, des langues et des croyances religieuses rapprochent tant des minorités du Sinkiang. Dans l'empire multinational des Tsars, les non-Russes représentent, d'après le recensement de 1897, 55,7 % d'une population totale qui s'élève à 122 millions d'habitants ; à eux seuls, les turco-musulmans comptent pour 14 %⁸. A la fin du XIX^e siècle, le réveil musulman donne naissance à

6. Chang Chih-i, art. cit. p. 69.

7. *Id.*, p. 67.

8. Pipes (R.), *op. cit.*, pp. 1-7, 75-92. Sur le réveil musulman, cf. Carrère d'Encausse (H.), *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe : Bukhara 1867-1924*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1966.

Marie-Claire Bergère

une intelligentsia moderne et libérale formée dans les écoles jadidistes et prenant une part active à la vie politique de l'empire, soit qu'elle milite dans l'union musulmane pan-russe (Ittifak)⁹, soit qu'elle anime localement des groupes plus radicaux liés aux socialistes russes. Certaines minorités cependant demeurent plus réfractaires aux influences russes. Dotés d'un statut d'*Inorodtsy* (peuples allogènes), qui garantit leur autonomie d'organisation mais non l'intégrité de leur territoire, les pasteurs nomades kirghiz et kazakhs sont spoliés par la politique de colonisation entreprise à l'initiative de Stolypine (1907-1911) dans la province de Semirechensk. Leur rébellion, en 1916, est durement réprimée. Ainsi, malgré l'occidentalisation partielle, minorités nationales et colons russes forment des communautés distinctes, promptes à s'affronter. Pendant la période révolutionnaire, le problème de la répartition des terres demeure au cœur des questions d'autonomie nationale. Aussitôt que la révolution dénoue les liens entre la capitale et les confins, la guerre éclate, une guerre à la fois coloniale, sociale et nationale. Les minorités mettent en place leurs organisations et leurs partis qui, après la Révolution d'octobre, réclament l'autonomie. Mais le pouvoir bolchevique local, appuyé sur la population urbaine à prédominance russe, supprime les institutions politiques nationales. La rébellion des Bashkirs (1920) et celle des Basmachis, qui trouble le Ferghana jusqu'en 1922, n'empêchent pas la mise en place de nouvelles institutions, à bien des égards plus unitaires et centralisées que celles du tsarisme, même si elles font leur part aux coutumes et cultures nationales. Si l'on ajoute à ce bilan les ravages causés, en particulier au Kazakhstan, par la collectivisation agricole et la sédentarisation forcée de 1929 à 1933, on admettra que les confins turco-musulmans de l'ancienne Russie ont chèrement payé les progrès économiques qui ont été les leurs à partir du premier plan quinquennal¹¹.

La diffusion du modèle soviétique en Chine avant 1949

Dès avant 1949, ce modèle soviétique commence à se diffuser en Chine selon deux voies bien différentes. D'une part, le PCC reprend à son compte les élaborations théoriques des communistes russes, d'autre

9. Le mouvement de la Nouvelle éducation (*jadida* = nouvelle) est lancé par Gaspinski en Crimée à la fin du XIX^e siècle. Il s'étend au Turkestan russe au début du XX^e siècle.

10. L'Ittifak défendait à la Douma des positions libérales proches de celles des Constitutionnels-démocrates.

11. Cf. Nove (Alec) et Newth (J.A.), *The Soviet Middle East : a Communist model for development*, New York, Praeger, 1967.

part, en dehors de toute intervention du PCC, des expériences locales directement inspirées et soutenues par l'Union soviétique se développent au Sinkiang.

Le PCC ne prend qu'assez tard conscience de l'importance du problème des minorités nationales. Les premiers textes — Manifestes du second congrès du Parti (1922), du 6^e congrès du Parti (1928), et du 1^{er} congrès national des soviets (1931) — se contentent de réaffirmer le principe léniniste de l'autodétermination y compris le droit de séparation : « Le gouvernement soviétique de la Chine reconnaît le droit à l'autodétermination des minorités, leur droit à se séparer complètement de la Chine et à former des Etats indépendants »¹². Ce relatif désintérêt des communistes chinois à l'égard des nationalités ne surprend guère : celles-ci ne représentent que 6% de la population, elles vivent dans des zones généralement fort éloignées des métropoles côtières où sont nés les cercles d'intellectuels marxistes et les premiers syndicats révolutionnaires ; elles demeurent enfin étrangères à la vie politique nationale et plus encore à celle du PCC¹³.

Après la Longue marche (1934-1935) et l'établissement de la base de Yen-an qui marquent les premiers contacts directs, et souvent difficiles, entre les communistes et les minorités, les positions du PCC évoluent et se font plus spécifiques. Le principe de l'autodétermination est limité aux affaires culturelles et religieuses. Mais dans les déclarations au peuple de Mongolie intérieure (décembre 1935) et aux Hui (mai 1936)¹⁴, la possibilité de séparation n'est plus évoquée. Un Institut des nationalités est créé en 1941, destiné à dispenser une formation spéciale aux cadres issus des minorités et aux cadres han appelés à travailler en zone minoritaire. Les chefs traditionnels des peuples minoritaires, baptisés progressistes, sont invités à participer au Front uni anti-japonais.

Ces expériences accumulées préparent la politique appliquée à l'échelle nationale à partir de 1949. Elles demeurent cependant limitées (aux seuls Hui et Mongols) et ne font pas l'objet d'élaboration théorique. Lorsque survient la révolution de 1949, le PCC apparaît assez mal informé sur l'ensemble du problème des nationalités. Et, pour mener à

12. Article 14 de la Constitution de la République soviétique, 7 novembre 1931. Trad. anglaise dans Brandt (C.), Schwartz (B.S.) et Fairbank (J.K.), *A documentary history of Chinese Communism*, Cambridge, (Mass.), Harvard University Press, 1952, pp. 220-224.

13. La seule base soviétique où les minorités aient joué un rôle est celle du Kwangsi dont l'importance demeure secondaire. Cf. Lary (Diana), « Communism and ethnic revolt : some notes on the Chuang peasant movement in Kwangsi 1921-1931 », *The China Quarterly*, 49, janv.-mars 1972, pp. 126-135.

14. Citées par Chang Chih-i, art. cit., pp. 50-53. Malgré leur origine ethnique han, les Hui sont considérés comme minorité nationale à cause de leur religion musulmane.

bien le travail intense d'enquête et d'analyse auquel il va alors se livrer, il fera très largement appel au modèle et à l'aide soviétiques. Mais en dehors du PCC et dans une certaine mesure à son insu¹⁵, l'influence soviétique s'est déjà largement développée au Sinkiang à la faveur des rébellions musulmanes de 1931-1934, 1936-1938, 1944-1947. Au XIX^e siècle, les troupes tsaristes avaient déjà profité du soulèvement de Yakub Beg pour occuper la vallée de l'Ili (1874-1881)¹⁶. Malgré une certaine similitude de circonstances, l'intervention soviétique du XX^e siècle ne conduit à aucune annexion territoriale et ses aspects militaires (envoi de volontaires, installation d'une garnison à Hami) demeurent secondaires par rapport à ses aspects économiques et idéologiques¹⁷. L'Union soviétique jouit alors au Sinkiang d'un prestige aussi grand que paradoxal si l'on songe que ses zéloteurs se recrutent essentiellement parmi les quelques 14 000 Russes blancs qui ont fui ici la Révolution d'octobre, parmi les Kazakhs qui ont accueilli leurs frères chassés par la collectivisation stalinienne... et parmi les cadres d'une administration chinoise locale devenue depuis la Révolution de 1911 indépendante en pratique sinon en droit. Sans doute ce prestige est-il moins lié au précédent révolutionnaire qu'à la *Pax sovietica* et aux progrès économiques qui sont en train de transformer les steppes de l'autre côté de la frontière. Dans un Sinkiang stagnant, abandonné à lui-même, l'Union soviétique tend à apparaître comme la grande puissance modernisatrice, porteuse de civilisation, de lumières et de richesses.

Ce n'est donc pas en attisant la haine raciale contre les Han mais au contraire en aidant ceux-ci à réprimer des soulèvements nationalistes et religieux et à instaurer ensuite une politique relativement libérale à l'égard des minorités que, dans un premier temps (1931-1942), les Soviétiques vont établir leur contrôle sur la vie politique et économique du Sinkiang. L'agent principal de cette politique est Sheng Shih-ts'ai, gouverneur du Sinkiang de 1933 à 1943. Cet officier nationaliste, que sa haine de l'impérialisme japonais rapproche des Soviétiques, adopte à son arrivée au pouvoir un *Programme en 8 points* d'égalité raciale, de

15. D'après le témoignage de Chang Kuo-t'ao, un des principaux dirigeants de la Longue marche, les communistes chinois ne découvrirent qu'en 1936-1937 les tendances pro-soviétiques de Sheng et n'envisagèrent donc pas de se réfugier au Sinkiang après avoir été chassés du Kiangsi. Cf. Whiting (Allen S.), général Sheng Shih-ts'ai, *Sinkiang : pawn or pivot ?* Michigan State University Press, 1958, p. 54. Cf. également, sur l'histoire des années 1930 au Sinkiang, Lattimore (O.), *Pivot of Asia, Sinkiang and the Inner Asian frontiers of China and Russia*, Boston, Little, Brown and Co, 1950, chap. III.

16. Cf. Hsu (Immanuel), *The Ili crisis. Study of Sino-Russian diplomacy, 1871-1881*, Oxford, Clarendon Press, 1962.

17. Whiting (A.S.), Sheng, *op. cit.*, pp. 20-26.

liberté religieuse, de développement économique et culturel¹⁸. Il nomme des fonctionnaires non-han à des postes importants, envoie plusieurs centaines d'étudiants compléter leur formation à Moscou et encourage la diffusion des langues locales : le *Quotidien du Sinkiang* (*Hsin-chiang Jih-pao*) est alors édité en sept langues différentes. Sheng accueille en outre les crédits et les experts soviétiques grâce auxquels se poursuit la construction de nouveaux réseaux routiers et télégraphiques et s'amorce l'exploitation des pétroles de Tushantze, dans le nord-ouest. Sheng, qui exalte la personne de Staline — poussant l'imitation jusqu'à ordonner des purges « anti-trotskistes » (1937, 1940)¹⁹ — et qui abandonne l'exploitation des richesses minières à l'URSS²⁰, transforme délibérément sa province en satellite. Sans doute voit-il dans la satellisation « un moyen souhaitable de vaincre l'arriération »²¹.

Après le ralliement de Sheng au gouvernement de Chiang Kai-shek, en 1942²², les Soviétiques vont encourager et utiliser les mouvements de rébellion des nationalités contre un gouvernement provincial devenu, sous l'influence du Kuomintang, beaucoup plus oppressif. Ils aident les Kazakhs et les Ouïgours à établir dans la région de l'Ili la République du Turkestan oriental (1944-1949) : son gouvernement, installé à Kuldja (Ining), comprend des dirigeants issus des milieux traditionalistes, comme Akhemadjian, et des membres de la jeune intelligentsia pro-soviétique : tel Saifudin, membre du PC de l'Union soviétique. L'existence de cette « base démocratique » perpétue dans le nord-ouest du Sinkiang la politique d'égalité raciale, de liberté religieuse et de développement économique inaugurée par Sheng Shih-ts'ai²³. Parmi toutes les zones chinoises de minorités nationales, le Sinkiang présente donc ce caractère tout à fait particulier que le modèle soviétique y a été appliqué dès avant 1949, à l'initiative directe des Soviétiques eux-mêmes et avec la collaboration successivement de fonctionnaires han puis de notables et de communistes appartenant aux minorités nationa-

18. Lattimore (O.), *op. cit.*, pp. 70 et suiv.

19. Whiting (A.S.), *Sheng, op. cit.*, p. 50.

20. *Id.*, p. 65.

21. Lattimore (O.), cité par Whiting (A.S.), *Sheng, op. cit.*, p. 131.

22. En 1942, Sheng Shih-ts'ai qui croit la puissance soviétique condamnée par l'invasion nazie se détourne de Moscou et transfère son allégeance au gouvernement de Chiang Kai-shek à Chungking.

23. Cf. Moseley (George), *A Sino-Soviet cultural frontier : the Ili Kazakh Autonomous chou*, East Asian Research Center, Cambridge, (Mass.), Harvard University Press, 1966, chap. II : « The Kazakhs and the East Turkestan Republic ». Cf. également l'étude de NN. Mingulov parue dans *Voprosy Istorii Kazakhstana I Vostochnogo Turkeстана* (Alma-Ata, 1962) consultée dans sa traduction abrégée : « The Uprising in NW Sinkiang 1944-1949 » dans *Central Asian Review* 11, 2, pp. 181-195 (1963).

Marie-Claire Bergère

les et, pour ces derniers, formés à Moscou. Une telle situation, qui aurait pu conduire, soit à une annexion par l'URSS, soit à une sécession comparable à celle de la Mongolie extérieure en 1921, ne facilite pas la réaffirmation de la présence chinoise au Sinkiang en 1949. Celle-ci, cependant, a des origines très anciennes et le PCC peut s'appuyer sur l'héritage historique pour reprendre — à son compte — le modèle soviétique.

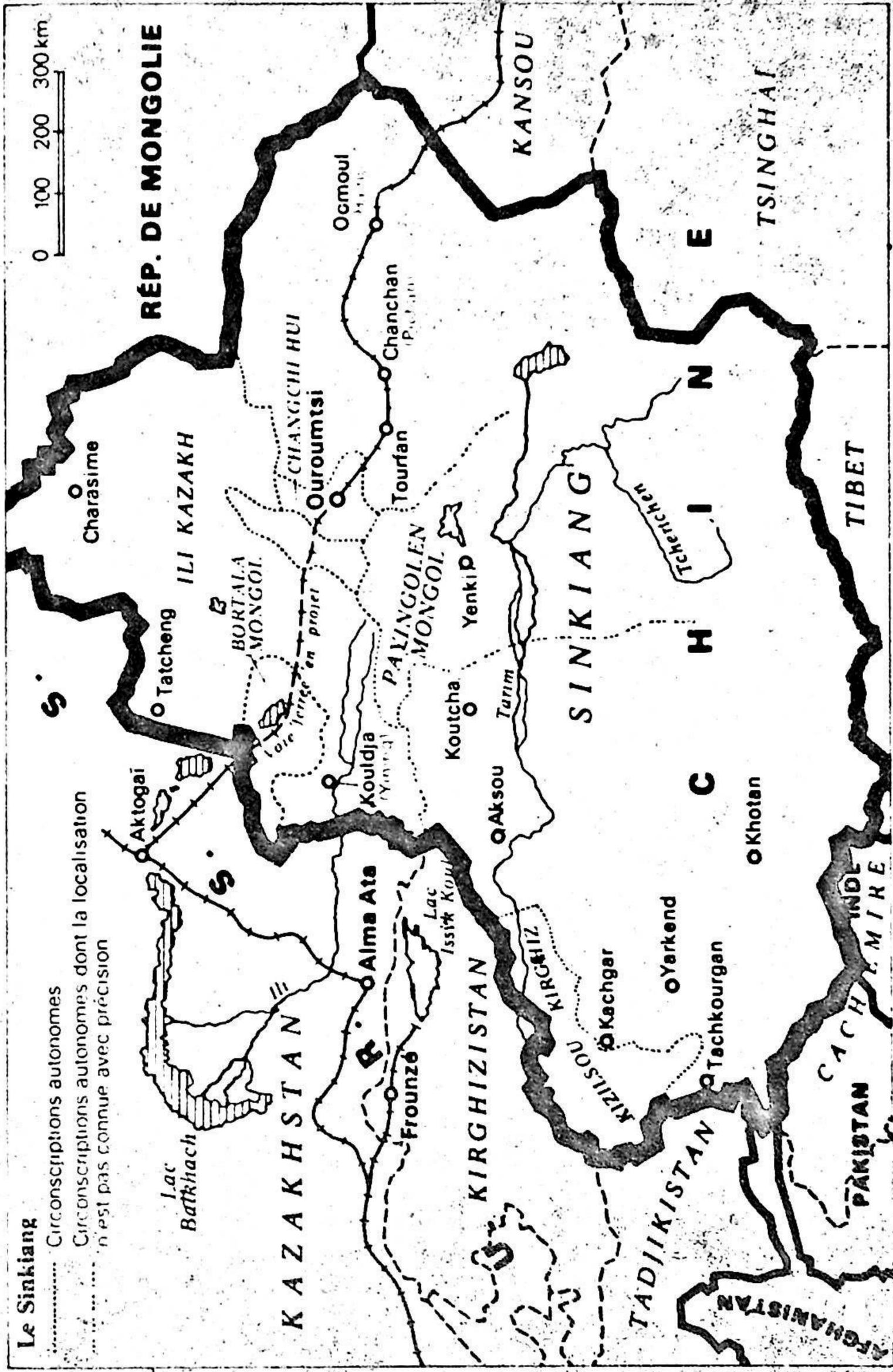
Le Sinkiang et l'héritage chinois

« Nous devons reconnaître que les données historiques dont l'influence continue à se faire sentir de nos jours et qui orientent la solution du problème national, ne sont pas les mêmes dans notre pays qu'en Russie à une époque comparable »²⁴. La première différence sur laquelle insistent à juste titre les auteurs chinois, c'est la relative faiblesse numérique des minorités nationales qui, avec 35 millions d'hommes recensés en 1953, ne représentent qu'environ 6 % de la population totale de la Chine. La seconde, c'est l'arriération d'un grand nombre d'entre elles qui n'ont jamais joué dans la vie chinoise un rôle comparable à celui des minorités non russes dans l'empire tsariste²⁵. Le problème national n'en revêt pas moins une grande importance en Chine, du fait de l'immensité des régions peuplées de minorités (plus de la moitié du territoire), de leur situation stratégique et de leurs richesses minières.

A cet égard, le cas du Sinkiang est significatif. Dans sa définition administrative actuelle, le Sinkiang couvre environ 1,6 million de kilomètres carrés et s'étend sur deux vastes bassins, (cf. carte). Au nord, la Djoungarie est en grande partie désertique. Quelques pluies d'été y font naître des prairies saisonnières qui ont permis, au cours des siècles, le passage des pasteurs transhumants entre la Mongolie et les steppes d'Asie centrale. Au sud, dans le Tarim, la vie se réfugie à l'intérieur des oasis alimentées en eau par la fonte des neiges des montagnes bordières. Par son relief comme par son climat, le Sinkiang est étranger au monde chinois. Situé bien au-delà de la Grande Muraille, qui marque la limite mise par les Chinois eux-mêmes à leur expansion vers le nord, le Sinkiang n'a jamais été, avant 1949, une zone de colonisation han. Lors du recensement de 1953, les Han n'y représentent que 10 % d'une population évaluée à 4,8 millions d'hommes. Les nationalités

24. Chang Chih-i, art. cit., p. 71.

25. *Id.*, pp. 54-55.



Cette carte a été établie d'après G. Wheeler, *Sinkiang and the Soviet Union*, The China Quarterly n° 16 oct. déc. 1963 p. 61

dominantes sont turco-musulmanes : les Ouigours (3,6 millions) pratiquent traditionnellement l'agriculture irriguée dans les oasis du Tarim et les Kazakhs (0,5 millions) mènent leurs troupeaux dans les steppes et les montagnes du nord et du nord-ouest, se concentrant plus particulièrement dans la région de l'Ili. Les Kirghizes, les Hui et les Mongols forment les autres groupes principaux.

L'Empire chinois ne s'en est pas moins intéressé très tôt au Sinkiang considéré comme un glacis de protection. Le but n'est pas de dominer les populations non han du Sinkiang mais de les contrôler, à moindre frais, en leur « tenant la bride lâche » (*chi-mi*)²⁶. Jugés indignes de participer directement à l'ordre confucéen, les Barbares, en effet, ne sont pas considérés comme des sujets de l'Empereur dont les fautes appellent sanction, mais comme des « chiens »²⁷ ou des « cerfs »²⁸ qu'il faut empêcher de nuire en les dressant les uns contre les autres. S'ils proclament leur loyauté par l'envoi d'un tribut à Pékin et s'ils acceptent l'installation de quelques garnisons et colonies agricoles militaires, libre à eux de vivre et de se gouverner comme ils l'entendent.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'expansion russe vers les terres du sud et l'avance anglaise vers les confins nord-ouest de l'Inde, semblent menacer le Sinkiang où éclate — par une coïncidence point fortuite — la grande rébellion musulmane de Yakub Beg. Le danger, écarté de justesse, amène la révision de la politique « coloniale » chinoise et la création en 1884 d'une province du Sinkiang où sont envoyés colons et fonctionnaires chinois. Mais l'Empire n'a pas les moyens financiers et militaires d'une telle politique. Et s'il arrive alors à maintenir sa souveraineté sur le Sinkiang, c'est que la Russie et la Grande-Bretagne en ont ainsi décidé lors de l'accord bilatéral qui fixe les limites respectives de leurs possessions à l'ouest du Pamir en 1895²⁹.

26. Sur la politique de l'empire chinois à l'égard de ses « Barbares », cf. Fairbank (J.K.), ed., *The Chinese world-order. Traditional China's foreign relations*, Cambridge, (Mass.), Harvard University Press, 1968 et plus particulièrement dans ce volume : Lien-sheng Yang, « The Chi-mi or "loose-rein" policy ; a historical survey » (pp. 31-33, 2^e éd., 1970).

27. « Exactement comme des chiens : s'ils (les Barbares) remuent la queue on leur jette des os, s'ils aboient féroceement on leur donne des coups de bâton... Comment pourrait-on discuter avec eux de malhonnêteté et de rectitude ou de l'observation des lois ? » Lettre d'un homme d'Etat du XVI^e siècle citée dans Fairbank (J.K.), *op. cit.*, p. 30.

28. « Les Barbares sont comme des cerfs sauvages. Les soumettre à une administration directe assurée par des fonctionnaires chinois reviendrait à faire entrer un troupeau de cerfs dans une maison... » Wang Yang-ming (1472-1528) cité par Drever (June T.), *China's forty millions. Minority nationalities and national integration in the People's Republic of China*, Cambridge, (Mass.), Harvard University Press, 1976, p. 13.

29. Lattimore (O.), *op. cit.*, chap. II et III.

La politique des nationalités

Au début du XX^e siècle, le Sinkiang demeure donc oublié et attardé. En Chine, les ports ouverts de la frange s'exercent les influences occidentales, polarisent la vie politique et les progrès économiques. La révolution de 1911 relâche encore les liens entre la capitale et la lointaine province qui désormais ne reçoit plus aucun subside. De 1912 à 1928, le gouverneur Yang Tseng-hsin y règne en potentat indépendant. Poursuivant, non sans habileté, la politique traditionnelle de division entre les nationalités, il dresse les Kazakhs contre les Mongols et maintient l'apparence d'une souveraineté chinoise. Sans rejeter formellement cette souveraineté, Sheng Shih-ts'ai, comme on l'a vu plus haut, transforme, quelques années plus tard, la province en dépendance de l'Union soviétique. Son départ, en 1943, marque une tentative de reprise en main de la région par le gouvernement central. La politique des nationalités fait alors place à une sinisation brutale à laquelle répondent le soulèvement des Kazakhs et des Ouïgours et l'établissement de la République du Turkestan oriental en 1944. Le gouvernement Kuomintang, pas plus que les Ch'ing à la fin du XIX^e siècle, n'a les moyens de réaliser ses ambitions colonisatrices.

Les soulèvements populaires de la révolution de 1917 avaient provoqué une brutale désintégration de l'Empire russe, incomplètement reconquis après cinq ans de guerre civile. En Chine, la révolution de 1949, qui représente une conquête militaire du pouvoir, met au contraire un terme à un demi-siècle de désunion et de dispersion. Rompant avec les puissances impérialistes de l'Occident, qui dominant sa destinée depuis le XIX^e siècle, la Chine, par une de ces vastes oscillations géographiques qui rythment son destin, se détourne de ses frontières maritimes pour retrouver sa vocation continentale. La communauté idéologique, la solidarité diplomatique et économique, qui lient le nouveau gouvernement de Pékin à l'URSS, ramènent naturellement l'attention des dirigeants chinois vers ces zones intérieures où le territoire des deux pays se rencontre, lieu d'expérience privilégié de la jeune coopération sino-soviétique. Le choix d'une stratégie de développement accordant la priorité à la croissance accélérée de l'industrie lourde donne un prix accru aux réserves minières du Far-West chinois. A l'anathème lancé sur Shanghai-la-capitaliste-et-l'impérialiste, correspond donc un intérêt renouvelé pour le Sinkiang qui devient un des centres de gravité de la nouvelle géopolitique chinoise. Son arriération, legs de l'histoire moderne, diminue les chances d'intégration spontanée de cette région à une révolution dont les idéaux risquent de n'être ni compris ni partagés ; mais elle diminue également ses capacités de résistance à une sinisation fondée sur l'évidente nécessité d'un progrès économique et

Marie-Claire Bergère

d'un *aggiornamento* social, poursuivis ici comme dans le reste de la Chine au nom du socialisme.

Modeleurs et modelés : l'influence soviétique sur l'élaboration de la politique chinoise des minorités nationales et sur son application au Sinkiang (1949-1957/8)

Jamais le problème des minorités nationales ne revêt plus d'importance dans la vie et la réflexion politiques chinoises que pendant les années qui suivent immédiatement la révolution de 1949. Le Parti, qui a sur ce point un certain retard à combler, et le gouvernement, conscient de la fragilité de son autorité dans les zones périphériques, collaborent étroitement à la définition de principes et de programmes largement — mais non totalement — inspirés du modèle soviétique. Contrairement à ce qui se passe dans le domaine économique, par exemple, où la communauté des principes et des vocabulaires recouvre à partir de 1955 une originalité croissante de la stratégie maoïste, la politique chinoise des nationalités refuse d'emblée certains aspects théoriques du modèle soviétique mais s'avère dans la pratique, et jusqu'au Grand bond en avant de 1958, très proche de celle de l'URSS.

Dès sa création en 1949, le gouvernement de Pékin établit une Commission des affaires des nationalités directement rattachée au Conseil des affaires d'Etat et fonctionnant comme un véritable ministère. Son président est Li Wei-han, un Han qui a acquis une grande expérience à la tête du Département du Front uni du comité central, créé en 1944 à Yen-an et chargé de définir la ligne générale du Parti à l'égard des nationalités. Ces organismes dirigeants bénéficient des études et des enquêtes réalisées par l'Institut des nationalités de l'Académie des sciences où travaillent de nombreux experts soviétiques et dont la revue : *Traductions sur les problèmes des nationalités (Min-tsu wen-t'i i-tsung)* publie, de 1954 à 1958, de nombreux documents venus d'URSS ou d'Europe orientale³⁰.

L'unité nationale est l'impératif préalable qui s'impose aux Chinois. La déclaration du *Quotidien du Peuple* : « Au point où nous en sommes, tout mouvement nationaliste, qui cherche à devenir indépendant de la République populaire de Chine, est réactionnaire »³¹ semble faire écho à la fameuse phrase de Staline : « Toute demande de sécession

30. Moseley (G.), *The Party and the national question in China*, Cambridge (Mass.), MIT, 1966, p. 20.

31. *JMJP*, 2 octobre 1951.

venant des régions frontalières serait extrêmement contre-révolutionnaire, à l'étape actuelle de la révolution »³². Mais, en 1920, les conceptions unitaires de Staline se heurtaient dans son parti même à de très vives résistances, à commencer par celles de Lénine soucieux de se ménager la collaboration des minorités dans la guerre civile. Et Staline dut se contenter de vider partiellement de leur contenu les principes de l'autodétermination et du fédéralisme qui furent inscrits dans la Constitution de 1924. Les Chinois qui, « en principe, suivaient le même chemin que l'Union soviétique... ont préféré ne pas faire appel à la notion de fédéralisme »³³. L'article 3 de la Constitution de 1954 déclare que « la République populaire de Chine est un Etat unitaire multinational ». Au fédéralisme est substitué la notion d'autonomie régionale des nationalités, définie dans le programme général d'août 1952³⁴. Dans les zones peuplées de minorités, des circonscriptions administratives de niveau variable sont dotées d'organes de gouvernement autonomes soumis à l'autorité de l'échelon hiérarchique immédiatement supérieur. Il arrive que cette instance supérieure soit, elle aussi, un organisme autonome mais, au bout de la chaîne, les plus vastes de ces circonscriptions, les régions autonomes, relèvent directement du gouvernement central.

Les communistes chinois ont longuement justifié cette entorse faite au dogme, en invoquant la faible proportion des minorités dans la population nationale, leur caractère arriéré, les liens communs formés dans la lutte anti-impérialiste. Il semble que les Soviétiques aient tacitement accepté cette déviation, y trouvant sans doute d'autant moins à redire que la pratique chinoise se rapproche singulièrement de la leur. Entre un fédéralisme centralisateur et un unitarisme flexible, la distance n'est pas si grande.

Tout porte en effet les autorités chinoises à la souplesse et à la modération, dans ces années de « Nouvelle démocratie » et de Front uni (1949-1952). Le régime appelle à une union englobant aussi bien la bourgeoisie nationale que les élites traditionnelles des minorités. Le programme commun de septembre 1949 pose en principe : l'égalité des nationalités, l'autonomie régionale, la représentation proportionnelle des minorités dans les corps élus et les institutions gouvernementales, la liberté religieuse et le respect des coutumes et des cultures. Ces principes sont réaffirmés et développés par le programme général pour

32. Staline, *La politique du gouvernement soviétique concernant le problème des nationalités en Russie* (1920).

33. Chang Chih-i, art. cit., p. 79.

34. Texte dans *Policy toward nationalities of the People's Republic of China*, Peking, Foreign Language Press, 1953, pp. 50-52.

Marie-Claire Bergère

l'application de l'autonomie régionale (1952) et par la Constitution de 1954. Dans les zones minoritaires à économie arriérée et à faible différenciation sociale, le thème de la lutte des classes est mis en sourdine. « Au sein de chaque minorité, des personnalités appartenant aux couches supérieures de la société ont des liens, fondés sur la nationalité et parfois la religion, avec les masses laborieuses... Les personnes de ce genre jouissent d'une grande influence... L'union dans le cadre du Front uni avec ces personnalités des couches supérieures est à la fois nécessaire et très importante »³⁵.

Le gouvernement central ne renonce pas à son action de développement politique, économique et culturel dans les régions des minorités, mais il entend mener cette action dans le respect « des caractéristiques nationales » et avec toute la prudence que lui commandent son ignorance des situations concrètes³⁶ et les ressentiments laissés par des siècles d'empiètements han.

La mise en place du nouveau régime au Sinkiang illustre cette prudence. Le transfert d'allégeance du général T'ao Chih-yueh et du gouverneur Burhan livre la région à l'Armée de libération populaire (ALP) qui y pénètre sans combat, en octobre 1949. En l'absence de tout appareil communiste local, les autorités existantes sont en général confirmées dans leurs fonctions, y compris le gouverneur Burhan. Avec le régime nationaliste, sécessionniste et pro-soviétique de la République du Turkestan oriental, la prise de contact s'avère plus difficile. La victoire du PCC n'apporte pas aux Kazakhs ni aux Ouigours de l'Ili le traitement de faveur que leur ancienne amitié et leur collaboration avec le « grand frère » soviétique auraient pu leur faire espérer. En août 1949, l'avion qui transporte à Pékin leurs principaux dirigeants s'écrase : c'est peut-être un accident. Seul demeure Saifudin. Inscrit jusqu'en février 1950 au PC de l'Union soviétique, il connaît ensuite une rapide ascension dans le PCC où sa présence symbolise la participation ouigoure à la vie politique nationale. La purge de 1951 achève d'éclaircir les rangs des 17 000 cadres pro-soviétiques formés par le régime, cependant que l'armée régulière est intégrée à l'ALP et que les

35. Chang Chih-i, art. cit., p. 131.

36. De nombreuses recherches sont lancées au début des années 1950 pour remédier à cette ignorance. Un travail systématique d'enquête linguistique est entreprise par l'Institut de linguistique et de philologie de l'Académie des sciences qui envoie des équipes sur le terrain. Cf. Schwarz (Henry), « Language policies toward ethnic minorities », *The China Quarterly*, 12, oct.-déc. 1962, pp. 170-182. De son côté l'Institut des nationalités de l'Académie des sciences mène aussi des enquêtes ethnologiques dont les résultats sont repris dans le rapport de Fei Hsiao-t'ung et Liu Yuch-hua, « Étude du problème des nationalités dans les régions de minorités nationales de la Chine », *JMJP*, 10, 14, 16 août 1956.

dernières guerres indépendantes ou pro-Kuomintang sont réduites et leurs chefs exécutés (tel Osman Bator) ou en fuite.

Avant même que s'achève cette « pacification », le PCC a commencé à développer son implantation par l'intermédiaire de l'ALP. Des équipes de travail sont chargées de prendre contact avec les populations locales, de s'initier à leurs langues et à leurs coutumes, d'inventorier leurs besoins, de leur dispenser des soins médicaux et d'entreprendre leur éducation politique en leur offrant des divertissements édifiants. C'est « la campagne des bonnes actions ». Elle a pour objectif de préparer l'élection des congrès populaires qui ouvriront la voie à l'autonomie et d'amorcer les réformes démocratiques. Les résultats ne répondent que lentement aux efforts déployés³⁷.

Les élections ne peuvent avoir lieu qu'en 1953-1954 (dans les préfectures kazakhs du nord-ouest, où la « situation est instable », elles sont retardées jusqu'en 1956). Entre-temps, les autorités provinciales créent de leur propre initiative un certain nombre de circonscriptions autonomes (cf. tableau en annexe) regroupées en 1955 dans la Région autonome ouigoure du Sinkiang. La direction en est confiée à Saifudin et, à un niveau moins élevé, certains intellectuels Kazakhs et Ouigours de formation soviétique, tels Zia Samedi ou Kazakh Kazhukuman, participent à son administration. Le premier secrétaire du comité du PCC demeure cependant Li Wei-han, un cadre han éprouvé qui assure également le commandement militaire régional. La réforme agraire, acquise dans les provinces chinoises dès 1950, s'engage au Sinkiang à partir de 1952-1953. Les confiscations épargnent la plupart des terres appartenant aux établissements religieux et les membres du clergé sont autorisés à recevoir leur part de la distribution. Mais dans les steppes kazakhs du nord-ouest, les premières saisies de troupeaux provoquent de vives résistances. Aussi une nouvelle directive : « pas de luttes, pas de liquidations, pas de distinction entre les classes », laisse-t-elle les nomades bénéficier du statu quo jusqu'en 1955.

Cette extrême réserve s'explique par l'influence modératrice de l'URSS : une influence qui déborde largement le cadre d'un modèle

37. Osman Bator (1899-1951), chef militaire kazakh. Il soutint d'abord les insurgés de l'Ili mais rompit avec eux en 1946 en les accusant d'accepter la domination soviétique. Il fit alors la paix avec les autorités du Kuomintang. Il reprit les armes après 1949 pour organiser un mouvement de résistance anticomuniste. Fait prisonnier en février 1951, il fut exécuté à Urumchi. Sur le ralliement et la « pacification » du Sinkiang cf. Whiting (A.S.), Sheng, *op. cit.*, p. 139 ; Boorman (H.L.), « The borderlands and the Sino-Soviet alliance » dans Boorman (H.L.) et al. eds., *Moscow-Pekin axis. Strengths and strains*, New York, Harper and Brothers, 1957, pp. 142-197 ; Moseley (G.), *A Sino-Soviet cultural frontier...*, *op. cit.*, pp. 25-31.

38. Dreyer (J.T.), *op. cit.*, pp. 102-103, 128-129.

théorique ou d'un précédent historique. L'industrialisation du Sinkiang, la prospection et l'exploitation des ressources minières, qui représentent pour le gouvernement chinois des priorités plus urgentes que la socialisation des steppes, dépendent de la contribution financière et technologique de l'Union soviétique. Or, au Sinkiang, cette contribution relève moins de la politique d'aide, étendue par le premier plan quinquennal (1953-1957) à de nombreuses régions chinoises, que de la stratégie de satellisation inaugurée dans les années 1930.

Négocié à Moscou, en même temps que le traité d'alliance de 1950, l'accord de mars 1950 sur le Sinkiang prévoit la création de deux compagnies sino-soviétiques pour la prospection et l'exploitation minières ainsi que l'exploitation en commun d'une ligne aérienne Alma-Ata Urumchi-Pékin. Il semble bien que les Soviétiques aient alors réussi à ressusciter les concessions obtenues jadis de Sheng Shih-ts'ai et qu'ils avaient en vain cherché à renégocier avec le gouvernement Kuomintang au printemps 1949. Durant les quatre années de leur existence, ces compagnies sont très actives, multiplient les prospections, les forages, forment du personnel et installent une usine de cracking³⁹. Sans doute les Kazakhs du Sinkiang ne sont-ils pas beaucoup plus enrichis par ce développement pétrolier que leurs frères du Kazakhstan ne l'ont été dans les années 1930 par l'exploitation des gisements de charbon situés dans le nord de leur territoire. Les Chinois, qui à terme ont sans doute plus à gagner dans ces entreprises, se prêtent avec une apparente bonne grâce à la coopération-colonisation. On ne peut déceler aucun signe de tension. Et tandis que la presse soviétique loue les réalisations chinoises du Sinkiang, le gouvernement de Pékin autorise le maintien de l'alphabet cyrillique dans la transcription de la langue kazakh.

Dès cette époque, cependant, les Chinois établissent les bases sur lesquelles va par la suite s'affirmer leur présence. Ils organisent un Corps de production et de construction (CPC) d'environ 200 000 hommes — en majorité des Han — qui regroupe certaines unités Kuomintang de T'ao Chih-yueh et des vétérans de l'ALP⁴⁰. Le CPC reçoit une double mission : assurer la sécurité, développer la production. Bien disciplinés et endoctrinés, durs à la tâche, les détachements du CPC forment les noyaux que rejoindront un peu plus tard les paysans et collégiens venus de Chine. Ils défrichent et établissent des fermes modèles

39. Boorman (H.L.), art. cit. ; Whiting (A.S.), Sheng, *op. cit.*, p. 86.

40. Cf. Wang Chi-lung, « Le Corps de production et de construction du Sinkiang », *Min-tsu t'uan-chieh* (Solidarité des nationalités), n° 12, 1961, pp. 8-11. Cf. également Cha Young-koo, *Etude sur les Corps de production et de construction en Chine populaire*, Thèse de troisième cycle, INALCO-Paris III, mars 1979.

confiées ensuite aux minorités ou transformées en fermes d'Etat hautement mécanisées. Dans les campagnes comme dans les steppes, il s'agit de piloter la construction socialiste. De 1950 à 1952, le gouvernement central finance directement toutes ces activités de construction.

L'intérêt du gouvernement pour le Sinkiang se marque également par l'importance que, dès 1950, il accorde au prolongement vers l'ouest du chemin de fer transchinois du Lunghai qui atteint Lanchow (Kansu) en 1952, Hami, à l'orée orientale du Sinkiang, en 1959, et Urumchi en 1961. Ce faisant, le gouvernement de Pékin réalise un projet élaboré en 1947 par le Kuomintang qui souhaitait contrecarrer l'attraction économique de l'Union soviétique, singulièrement renforcée depuis l'achèvement du Turk-Sib en 1930.

Ainsi, dans les premières années qui suivent la Révolution, l'application du modèle soviétique recouvre-t-elle au Sinkiang un processus simultané de satellisation économique et de retour aux techniques éprouvées du passé impérial et nationaliste : colonisation militaire, liaisons ferroviaires.

Après la mort de Staline, l'abrogation en 1954 des accords sino-soviétiques (originellement conclus pour 30 ans !) rend à des compagnies d'Etat chinoises l'exploitation des ressources minières de la province. Cette émancipation coïncide avec l'intensification de l'immigration han, jusqu'ici limitée à quelques groupes d'experts et de techniciens. Les autorités d'Urumchi se plaignent alors de « l'afflux aveugle des masses » : vétérans, jeunes gens, volontaires envoyés grossir les rangs du CPC ou travailler dans les nouvelles exploitations pétrolières du Karamai⁴¹.

Cette intensification de la présence chinoise ne signifie pas un abandon du modèle soviétique : elle permet au contraire de progresser dans son application et de passer à l'étape de la collectivisation et de la sédentarisation. Entreprise en 1955 avec un décalage d'environ trois ans par rapport à la Chine propre, la collectivisation est menée avec l'aide du CPC et s'entoure de précautions multiples, surtout dans les zones pastorales. La stratégie consiste le plus souvent à faire coïncider la nouvelle coopérative avec le clan (*uru*) qui pratique traditionnellement l'entreprise collective et la propriété indivise des troupeaux et des pâturages d'hiver. Les nouvelles institutions recouvrent d'anciennes pratiques et les améliorent. Le CPC apporte capitaux et travail pour transformer les quartiers d'hiver en établissements permanents, pour substituer les maisons aux yourtes, pour diffuser les techniques modernes

41. Schwarz (H.), « Chinese migration to Northwest China and Inner Mongolia », *The China Quarterly*, 16, oct.-dec. 1963, pp. 62-74.

Marie-Claire Bergère

d'élevage. Ainsi menée, la collectivisation ne soulève pas au Sinkiang les mêmes résistances qu'en Mongolie intérieure ou au Tibet ; les effectifs des troupeaux augmentent même de 20 % dans les coopératives en 1956.

La politique des nationalités, poursuivie par le gouvernement de Pékin au Sinkiang de 1949 à 1957, montre bien que l'adoption du modèle soviétique ne signifie pas la soumission de la Chine aux intérêts soviétiques. C'est, au contraire, en se référant à ce modèle que la Chine cherche à faire de la sinisation le véhicule tout à la fois du modernisme, de la démocratie et du socialisme. En Chine, comme en URSS, les minorités reçoivent le droit — non point de chercher leur propre voie — mais de parcourir à leur rythme et à leur manière la voie que leur ont tracée les porte-parole autorisés du marxisme-léninisme. Au Sinkiang, quelques années ont suffi aux Chinois pour évincer les Soviétiques dans ce rôle.

Sinisation et révolution 1957/1958-1962

La crise qui éclate au Sinkiang à partir de 1957/1958 ne naît pas d'un abandon du modèle soviétique ni de l'inauguration d'une « voie chinoise » des nationalités. Certes, à cette époque, l'adoption d'une nouvelle stratégie économique supposée offrir un raccourci vers le communisme, et la rupture consécutive avec l'URSS conduisent le PCC à accélérer le processus d'intégration et de sinisation des zones frontalières. Mais cet expansionisme de grande puissance ne contredit pas un modèle façonné pour servir les intérêts analogues de l'URSS dans les années 1920-1940. L'anathème lancé en 1957 « contre le nationalisme local » s'inscrit dans l'orthodoxie marxiste-léniniste comme dans la pratique soviétique. La sinisation du Sinkiang ne ressuscite pas le sinocentrisme traditionnel (lequel était en fait relativement pluraliste) : elle accomplit une révolution identifiée, dans ce domaine comme dans bien d'autres, à l'avènement d'une Chine moderne et puissante.

Le « nationalisme local » est spécialement attaqué au Sinkiang où l'influence et le prestige persistants de l'URSS se combinent à des particularismes très marqués pour freiner la pénétration chinoise. La relative modération du PCC jusqu'en 1957 a favorisé la réorganisation

42. Saifudin, « Dix ans de progrès dans la Région autonome ouigoure du Sinkiang », *JMIP*, 25 oct. 1959 (trad. anglaise dans *Survey of China Mainland Press*, n° 2140). Cf. aussi Moseley (G.), *A Sino-Soviet cultural frontier...*, op. cit., pp. 42 et suiv.

administrative et les progrès économiques sans vraiment rallier les populations locales. Le recrutement des cadres est difficile : pour les former, il n'existe au Sinkiang que deux écoles, créées en 1949 et en 1955. Sur les 210.000 cadres minoritaires formés depuis la révolution, le Sinkiang n'en a fourni que 10.000⁴³. Sur les six secrétaires et secrétaires-adjoints du comité du PCC pour la région autonome du Sinkiang cinq sont des Han. La tolérance à l'égard des « caractéristiques nationales » perpétue les anciens abus sociaux (polygamie, mariages d'enfants) et les divisions traditionnelles sans atténuer l'hostilité à l'égard des Han. Les Kazakhs continuent de considérer « les Han comme les ennemis lointains, les Ouïgours comme les ennemis proches »⁴⁴.

Le mécontentement des minorités éclate pendant les Cent Fleurs, au printemps 1957. Les réquisitoires, dressés quelques mois plus tard contre ceux qui ont eu le courage ou l'imprudence de se plaindre, nous renseignent indirectement sur cette explosion d'hostilité dirigée non point contre la révolution ou le socialisme, mais contre les Han. On dénonce leur ignorance, leur arrogance et les privilèges dont ils bénéficient depuis que la réforme des salaires de 1956 leur a accordé des indemnités particulières en argent et en nature⁴⁵. Les cadres minoritaires sont taxés de collaboration, « chacals au service des Han »⁴⁶. Saifudin lui-même est accusé de trahison par les Ouïgours⁴⁷. La critique ne vient pas — ou pas seulement — des élites traditionnelles conservatrices. Les marxistes-léninistes kazakhs chez lesquels se perpétue la tradition révolutionnaire de la République du Turkestan oriental — tel Jahoda qui dirige le gouvernement du chou autonome de l'Ili — soulignent les contradictions entre la doctrine des nationalités professée par le PCC et l'application qui en est faite. Le contrôle du gouvernement central sur les finances, la présence de cadres han jusqu'au niveau du hsien et leur intervention dans le domaine culturel faussent le jeu d'une autonomie régionale « aussi utile que des oreilles sur un panier »⁴⁸.

43. Chang Hung, « Développement de l'action pour la culture et l'éducation parmi les diverses minorités du Sinkiang », *Kuang-ming jih-pao* (Clarté), 30 sept. 1955. Cité ici d'après Dreyer (J.T.), *op. cit.*, p. 112.

44. Li Hui-yu, « Le chou autonome de l'Ili a beaucoup de pouvoirs. Pourquoi les nationalistes locaux disent-ils qu'il n'a pas de pouvoir ? », *Ili jih-pao* (Quotidien de l'Ili), 30 août 1958, cité ici d'après Moseley (G.), *op. cit.*, p. 61.

45. Schwarz (H.) « Chinese migration... », art. cit.

46. Cité dans Dreyer (J.T.), *op. cit.*, p. 150.

47. Hsia Fu-jen, « Marxisme contre nationalisme au Sinkiang », *Kuang-ming jih-pao*, 10 avril 1958, cité ici d'après Moseley (G.), *op. cit.*, p. 60.

48. Cité par Dreyer (J.T.), *op. cit.*, p. 149.

Alors que la plupart des minorités se contentent de réclamer le retrait des cadres han, des mouvements séparatistes se dessinent chez les Karakhs qui veulent rétablir la République du Turkestan oriental ou aller rejoindre leurs frères de race de l'autre côté de la frontière, comme chez les Ouïgours qui réclament la création d'un Ouïgourstan. La politique d'autonomie régionale est condamnée au nom du modèle soviétique, « Au Sinkiang, l'autonomie régionale ne peut résoudre le problème de l'autodétermination nationale... Seul l'établissement d'une République fédérale ou d'une République autonome peut réaliser l'égalité des nationalités »⁴⁹. Au Sinkiang, la sinisation ne doit donc pas seulement surmonter l'obstacle des particularismes spécifiques, elle doit aussi éliminer le mythe d'un modèle soviétique différent, mythe fondé sur une histoire oubliée et sur une assimilation relativement réussie. Comment la Chine « pauvre et blanche » pourrait-elle empêcher ses minorités de s'engager dans le sillage d'une révolution aboutie et d'un pays riche ?⁵⁰.

La reprise en main s'opère au cours de la campagne de rectification anti-droitière (hiver 1957-1958) et du Grand bond en avant qui lui succède immédiatement (1958-1960).

La conférence sur les nationalités réunie à Tsingtao en décembre 1957 a, en effet, décidé d'étendre aux minorités le mouvement de rectification, en retenant comme thème principal la lutte contre « le nationalisme local ». Officiellement considéré jusqu'ici comme « un sous-produit de la résistance des minorités à l'oppression han »⁵¹, le nationalisme local est maintenant assimilé à la contre-révolution. « Le développement du nationalisme local reflète l'antagonisme et l'opposition au socialisme des éléments de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses des minorités »⁵². Au Sinkiang, la campagne est lancée lors d'une longue session (décembre 1957-avril 1958) du comité élargi du PCC. Deux orientations complémentaires se dégagent : l'élimination des influences soviétiques, le renforcement de la présence chinoise.

49. Cité par Moseley (G.), *op. cit.*, p. 60.

50. En revanche sur les confins sino-vietnamiens l'attrait de la richesse (relative) joue en faveur de la Chine : les minorités ethniques relevant des autorités vietnamiennes tendent en effet à regarder vers leurs frères de race, de l'autre côté de la frontière, là où les produits de consommation sont plus abondants et meilleur marché. Le problème du contrôle de ces minorités représente un des aspects de l'actuelle crise sino-vietnamienne. Cf. *Far Eastern Economic Review*, 5 mai 1978, pp. 10-11 ; 9 juin 1978, p. 10.

51. Chang Chih-i, *art. cit.*, p. 152.

52. Wang Feng, « Sur la campagne de rectification et la campagne d'éducation socialiste », *Hsin Hua*, 28 février 1958. Trad. anglaise dans Schwarz (H.), *Chinese policies towards minorities*, Western Washington College, Program in East Asian Studies, occasional paper n° 2, 1971.

La purge de 1958 achève de disperser les cadres dirigeants mis en place à l'époque de la République du Turkestan oriental et qui avaient survécu à la révolution de 1949. Tous sont critiqués et démis de leurs fonctions : le Kazakh Jahoda, gouverneur du chou kazakh de l'ouest ; l'écrivain ouïgour Zia Samedi, président du département de la culture de la région autonome ouïgour du Sinkiang ; le président ouïgour du département des affaires intérieures : Ibragim Turdi, le maire ouïgour de Urumchi : Abduraim Saidi, le vice-gouverneur kazakh : Abduraim Arsa, l'écrivain kazakh Kazhkumar Shabdanov⁵³. Tout comme la destruction de cette intelligentsia kazakh-ouïgour, l'obligation de substituer l'alphabet latin à l'alphabet cyrillique pour la transcription des langues locales et de remplacer les termes techniques empruntés au russe par leur équivalent chinois vise à élargir le fossé culturel et politique entre les communautés nationales de part et d'autre de la frontière⁵⁴.

Le respect des « caractéristiques particulières » ne doit pas non plus freiner le développement de l'influence chinoise. Fei Hsiaot'ung avait publié en 1956 une enquête-bilan sur « La question des diverses nationalités » dans laquelle il mettait en garde le PCC contre une politique d'intégration trop rapide qui ne tiendrait pas compte de la complexité des situations : lorsqu'en 1957 il est dénoncé, ses prises de position sur les nationalités lui sont reprochées.

Au Sinkiang, les minorités doivent désormais observer les dispositions légales concernant l'âge minimum du mariage, la monogamie et le divorce. On encourage l'étude du chinois qui conditionne souvent l'accès à l'éducation secondaire et supérieure. Le mouvement d'immigration s'accélère. De 1955 à 1958, 60 000 Han sont entrés au Sinkiang. En 1959, le chemin de fer atteint Hami : de mars à octobre, 100 000 jeunes gens han débarquent. Malgré la déperdition impossible à évaluer des retours clandestins aux provinces d'origine, ces contingents massifs font aux populations locales l'effet de nuages de « sauterelles chinoises »⁵⁵. Jahoda et les autres cadres sont remplacés par des Han. Désormais, en effet, il n'apparaît plus souhaitable de rechercher les cadres minoritaires.

En 1958, la sinisation du Sinkiang progresse donc aux dépens des influences soviétiques comme des particularismes locaux et, avec elle, se

53. Dreyer (J. T.), *op. cit.*, pp. 150-151. Cf. aussi le rapport du JMJP, juin 1958, cité dans *Muslim Unrest in China*, The Union Press, Hong Kong, 1958, pp. 53 et suiv.

54. Schwatz (H.), « Language policies... », *op. cit.*

55. Schwatz (H.), « Chinese migration... », *op. cit.*

radicalise le processus révolutionnaire. Un des buts de l'autonomie régionale avait été de dissocier l'évolution des minorités de celle de la Chine des Han, de laisser aux unes le temps de s'adapter, de permettre aux autres d'aller de l'avant. Désormais, le Sinkiang vit à l'heure de Pékin. L'expérience des communes populaires y est lancée dès août 1958, sans qu'on tienne compte du faible niveau de socialisation antérieure. La communisation des agriculteurs s'achève au début de l'année 1959. Quelques mois plus tard, en juin, 90 % des pasteurs sont sédentarisés au sein des communes. Le slogan « combinez élevage et agriculture » sert d'excuse à la mise en culture des anciens terrains de parcours et conduit à associer au sein d'une même commune, et en fonction de leurs activités spécifiques, des brigades de nationalités différentes. Les petits hauts fourneaux se multiplient à travers la steppe, les populations sont mobilisées sur le site des grands travaux hydrauliques⁵⁶.

Les résistances, plus sporadiques au Sinkiang qu'au Tibet où la révolte éclate dès 1958-1959, sont brisées au nom de la lutte des classes. Mais, chassés par la misère et l'oppression, Kazakhs et Ouïgours commencent à franchir la frontière. L'Union soviétique accueille les réfugiés, 70 000 entre 1958 et 1963. La plupart sont des pasteurs. Certains intellectuels, purgés en 1957, se joignent à l'exode. En 1962, la rupture sino-soviétique intensifie le rythme des départs avant que la fermeture de la frontière n'arrête le mouvement. Mais au même moment, une politique plus pragmatique de rajustement commence à faire sentir ses effets. La mise en culture des pâturages est abandonnée, l'organisation des communes est assouplie et la situation se stabilise en attendant que la révolution culturelle ne vienne de nouveau secouer un Sinkiang dont la vie économique et politique est désormais orientée exclusivement vers Pékin.

La politique des nationalités a donc abouti à une intégration plus étroite que jamais du Sinkiang à la Chine. L'Union soviétique a dénoncé cette sinisation forcée⁵⁷. La Chine a répondu en rappelant la russification de l'Ukraine et de l'Asie centrale soviétique. N'aurait-elle fait en somme que suivre « le modèle soviétique » ? Si l'on compare la situation actuelle de part et d'autre de la frontière, la politique chinoise, qui téléscopie les objectifs de modernisation, de sinisation et de socialisation, est sans doute ressentie comme plus oppressive que celle de l'URSS qui vit sur un acquis ancien. Qu'on laisse à la Chine quel-

56. Dreyer (J.T.), *op. cit.*, pp. 159 et suiv. ; Moseley (G.), *op. cit.*, pp. 77 et suiv.

57. Pour une étude des attaques de la presse soviétique contre la politique chinoise au Sinkiang après 1959 cf. : Wheeler (Geoffrey), « Sinkiang and the Soviet Union », *The China Quarterly*, 16, oct.-déc. 1963, pp. 56 et suiv.

La politique des minorités nationales en Chine

ques décennies et elle aussi pourra (peut-être ?) se vanter d'avoir arraché le Sinkiang à la stagnation et à l'arriération. Comme le remarque l'historien A. Novec, les Kazakhs qui ont pris en 1962 le chemin de l'exil ont refait — en sens inverse — le trajet accompli par leurs pères en 1930. Si la Chine arrive un jour à rejoindre l'URSS dans le camp des pays riches et puissants, peut-être les Kazakhs cesseront-ils leurs errances... à supposer toutefois qu'entre-temps ne se réalise pas le rêve de Sultan Galiev : cette Internationale coloniale et cette « dictature des colonies et semi-colonies sur les métropoles », seules capables selon lui d'assurer la « transformation sociale de l'humanité »⁵⁸.

CIRCONSCRIPTIONS AUTONOMES DU SINKIANG

<i>Nom</i>	<i>Principale minorité</i>	<i>Date de création</i>
<i>A. Région (niveau provincial)</i>		
Sinkiang	Ouïgour	1 ^{er} octobre 1955
<i>B. Préfecture (chou)</i>		
Paiyinkuoleng	Mongol	Juin 1954
K'otzelosy	Kirghiz	Juillet 1954
Poerht'ala	Mongol	Juillet 1954
Ch'angchi	Hui	Juillet 1954
Ili	Kazakh	Novembre 1954
<i>C. Districts (hsien)</i>		
Yench'i	Hui	Mars 1954
Ch'apuch'aerh	Sibo	Mars 1954
Mulei	Kazakh	Juillet 1954
Hopuk'osaierh	Mongol	Septembre 1954
T'ashih K'uerhkan	Tajik	Septembre 1954
Palik'un	Kazakh	Septembre 1954

D'après Schwarz (Henry G.), *op. cit.*

58. Sultan Galiev, communiste Tatar qui collabora avec Staline avant de se retourner contre sa politique en 1922-1923 et d'être purgé. On ne peut qu'être frappé par la résonance maoïste — avant la lettre — de certaines de ses déclarations concernant l'hégémonie des régions arrières sur les zones industrialisées. Cf. Bennigsen (A.) et Quelquejay (C.), *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie : le sultangalievisme au Tatarstan*, Paris, 1950.